

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°03-2024-004

PUBLIÉ LE 9 JANVIER 2024

Sommaire

03_Préf_Préfecture de l Allier / Bureau du Cabinet

03-2024-01-08-00001 - RAA arrêté rave party week-end 12janv-15janv (1 page)

Page 3

03_Préf_Préfecture de l Allier

03-2024-01-08-00001

RAA arrêté rave party week-end 12janv-15janv

ARRÊTÉ
**portant interdiction temporaire de rassemblements de personnes avec diffusion
de musique amplifiée dans le département de l'Allier**

ARTICLE 1 : Tout rassemblement de type rave-party, free-party ou teknival est interdit sur la totalité du territoire du département de l'Allier :
– du vendredi 12 janvier 2024 à partir de 20h00 jusqu'au lundi 15 janvier 2024 à 8h00 inclus.

ARTICLE 2 : La circulation de tout véhicule transportant du matériel de sons à destination d'un rassemblement festif non-déclaré à caractère musical, et notamment tout groupe électrogène de puissance supérieure à 10 kilovoltampères et de poids supérieur à 100 kg, sonorisation, sound system, amplificateurs, est interdite sur le territoire des communes du département de l'Allier :
– du vendredi 12 janvier 2024 à partir de 20h00 jusqu'au lundi 15 janvier 2024 à 8h00 inclus.

ARTICLE 3 : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par le code pénal, notamment de la confiscation du matériel saisi.

ARTICLE 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Allier et le directeur départemental de la sécurité publique de l'Allier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Moulins, le 8 JANVIER 2024

Pour la préfète, et par délégation,
le directeur de cabinet,
SIGNE
Vincent VALLET

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Allier et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer. Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr